

Ont contribué à ce numéro



D.R

Lucie ADÉLAÏDE est doctorante en épidémiologie et est pharmacienne. À Santé publique France, elle travaille sur des problématiques de santé environnementale, et plus spécifiquement sur les effets combinés de la température, de l'environnement urbain et des inégalités sociales sur la santé périnatale.



D.R

Hugues AYPHASSORHO a été chargé d'études au CIRAD – Forêt de Kourou en Guyane française au début des années 1980, avant d'être en charge des équipements publics ruraux à la direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt du Loir-et-Cher. Puis, il a dirigé jusqu'en 1995 l'unité de recherche Qualité des eaux, pêche et pisciculture du Cemagref de Bordeaux-Cestas. Par la suite, il a été, de 1985 à 1999, directeur adjoint et chef de service de l'Eau et des milieux aquatiques à la direction régionale de l'Environnement Aquitaine. De 1999 à 2002, il a dirigé l'Agence interdépartementale de l'Office national des forêts de Dordogne, Gironde et Lot-et-Garonne, puis la DIREN Aquitaine de 2002 à 2005. De 2005 à 2013, il a été directeur régional du centre IRSTEA de Bordeaux pour l'Aquitaine, régions Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes. Il est aujourd'hui membre permanent du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), de la mission d'inspection générale territoriale (MIGT) de Bordeaux et est président de la mission régionale de l'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine. Il a codirigé la mission CGEDD-CGAAER sur le changement climatique, l'eau et l'agriculture, dont le rapport a été publié en 2020.



D.R

Patrick BAZIN, forestier de formation et ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts, a consacré le début de sa carrière à la réalisation de diverses missions au service de la protection de la nature (portant notamment sur les zones humides et les habitats d'intérêt communautaire) et de l'administration agricole. Il les a exercées au sein de l'État, en administration centrale et en services déconcentrés, au sein de bureaux d'études ou d'associations.

Il a intégré le Conservatoire du littoral en 2005, où il dirige actuellement la direction de la Gestion patrimoniale et est en charge du pilotage de la mission de propriétaire de l'établissement, dont le domaine couvre 200 000 ha représentant 750 sites en métropole et Outre-mer, soit environ 15 % du linéaire côtier français.

Depuis une dizaine d'années, les enjeux liés à l'interface terre-mer et aux conséquences du changement climatique occupent une place grandissante dans les activités de ce service.



D.R

Nathalie BERTRAND justifie de plus de 25 années d'expérience en recherche appliquée au CEMAGREF/IRSTEA, en tant qu'économiste et ingénieure des Ponts, des Eaux et des Forêts, travaillant sur les interactions villes-campagnes, la régulation de la consommation des sols agricoles et naturels et la préservation des écosystèmes. Elle a été impliquée dans et a coordonné des projets de recherche portant sur le développement des territoires et les enjeux sociétaux liés aux aménités environnementales. Il s'agit de projets pluridisciplinaires européens (FP5, FP6, Interreg-Alpine space), nationaux et régionaux. Ce parcours académique et d'appui à la décision publique lui a permis d'inscrire ses compétences dans différents cercles (EFESE, réseaux PEER, ESPON...). Jusqu'à la fin 2017, elle a été directrice adjointe scientifique du département Territoires d'Irstea et a eu en charge, entre 2011 et 2017, les évaluations AERES et HCERES d'un collectif de 60 chercheurs et ingénieurs en sciences humaines et sociales. Elle a été referee de différentes revues académiques (Économie rurale, Revue d'économie régionale et urbaine, Gestion Économie, Société, etc.). Elle a intégré en 2019 le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et l'Autorité environnementale en tant que membre permanent. Elle a été corédactrice du rapport CGEDD/CGAAER « Changement climatique, eau et agriculture » (2020). Elle est aujourd'hui engagée au sein du CGEDD dans une mission portant sur les projets territoriaux de gestion de l'eau.

Lisa BOSTVIRONNOIS a, après l'obtention d'une licence en science politique à l'Université de Lille, intégré Sciences Po Paris pour y réaliser un master, se spécialisant dans les politiques environnementales. À la suite de son master, elle rejoint le ministère de la Transition écologique pour exercer au sein de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), dans le but d'aider ce point focal français dans le processus de revue et d'approbation des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).



D.R

Éric BRUN, après avoir mené des recherches sur les interactions entre le manteau neigeux et les conditions météorologiques et climatiques, a dirigé le Centre d'études de la neige, puis le Centre national de recherches météorologiques (Météo-France et CNRS). Il s'est ensuite tourné vers les politiques publiques conduites dans le

domaine de l'adaptation au changement climatique au sein du ministère de la Transition écologique, tout en assurant le rôle de point focal du GIEC pour le gouvernement français.



D.R

Alain BURTIN est directeur des programmes Management d'énergie à EDF R&D. Il est diplômé de l'École nationale des Ponts et Chaussées et possède un DEA en intelligence artificielle. Il a rejoint la R&D de EDF en 2007, après un parcours l'ayant conduit à réaliser des études économiques générales, à la direction internationale, au pôle Industrie et à la direction Optimisation trading. Dans le cadre du développement du groupe EDF et en tant que consultant pour des sociétés d'électricité étrangères, il a acquis une large expérience des systèmes et des marchés électriques en France, en Europe et à l'international.

L'ambition du programme Management d'énergie est d'accompagner le groupe EDF dans le contexte de transformation des systèmes énergétiques et des marchés électriques. Cette ambition se décline en deux actions concrètes : anticiper les évolutions et éclairer les enjeux ; et fournir les méthodes et les outils nécessaires pour y parvenir. Le programme réalise des études et des analyses technico-économiques des systèmes énergétiques du futur, développe les méthodes et les outils d'aide à la décision nécessaires à la valorisation d'un portefeuille d'actifs allant de l'investissement jusqu'à la gestion à court terme, contribue à la maîtrise des impacts du changement climatique sur les activités du groupe, et renforce la capacité de gérer l'exposition de l'équilibre offre-demande aux aléas au travers d'outils avancés de prévision de la production EnR à différentes mailles.

Marie CARREGA est diplômée de l'Institut national polytechnique de Grenoble et de l'Université du Texas à Austin. Marie Carrega, qui est ingénieure environnement de formation, est adjointe du Secrétaire général de l'ONERC, un organisme rattaché au ministère de la Transition écologique. Elle est plus particulièrement en charge du plan national d'adaptation au changement climatique.



D.R

Olivier CHANEL est directeur de recherche CNRS à Aix-Marseille School of Economics (AMSE). Il s'intéresse principalement à l'économie de la santé et de l'environnement, et a codirigé un ouvrage sur l'environnement. Depuis 1996, il a contribué à plusieurs rapports nationaux et internationaux sur l'évaluation économique des effets environnementaux, a agi en tant qu'expert pour OMS-Europe, l'Agence européenne pour l'environnement, le GIEC et divers instituts de santé français. Il a également été membre du conseil scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (devenue ANSES).



D.R

Denis COUVET est professeur au Muséum, président de la FRB (Fondation de recherche pour la biodiversité) et associé à Sciences Po Paris et à l'Université de Lausanne. Il a été chercheur au CNRS et professeur associé à l'École polytechnique. Ingénieur agronome, Docteur et HDR en écologie-sciences de l'évolution, ses travaux ont porté dans un premier temps sur l'évolution des systèmes de reproduction, la dynamique des espèces menacées et les réponses des communautés d'oiseaux communs aux changements globaux, avant d'être consacrés plus récemment aux sciences participatives en biodiversité et à la construction d'indicateurs, et aux relations biodiversité-sociétés, notamment à travers l'économie et l'agriculture, et le concept de nature.



© Ville de Nantes

Ronan DANTEC est sénateur de Loire-Atlantique depuis 2011. Il est vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat et préside le groupe de travail « Enjeux internationaux Environnement-Climat-Développement ». Il préside également la commission spécialisée du Conseil national de la transition écologique (CNTE) chargée de l'orientation et de l'action de l'ONERC. Engagé en faveur de la lutte contre le changement climatique, son action vise à établir un cadre cohérent des niveaux d'intervention locaux, nationaux et internationaux sur les questions climatiques. Conseiller municipal de Nantes, il est également porte-parole Climat du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et président fondateur de l'association Climate chance.



D.R

Vivian DÉPOUES est chef de projet Adaptation au changement climatique à I4CE – Institut de l'économie pour le climat. Ses travaux portent sur les démarches des acteurs territoriaux pour s'adapter pro-activement aux changements climatiques et accroître leur résilience. Il travaille pour ce faire à la fois avec les collectivités locales, les entreprises de services essentiels et les institutions financières publiques. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université Paris-Saclay, d'un master en sciences de l'environnement de l'Université Pierre et Marie Curie et d'un master en politiques environnementales de Sciences Po Paris. Il a réalisé sa thèse en partenariat avec l'Ademe, I4CE et la SNCF sur l'adaptation du système ferroviaire français, analysant la manière dont les grandes organisations s'approprient les connaissances scientifiques et se transforment face aux évolutions des conditions climatiques. Il intervient également dans le cadre de différents enseignements.



© Jean-Marie DUFOUR

Jérôme DUVERNOY, qui est ingénieur de l'École nationale de la météorologie et Docteur de Télécom Paris, est chargé de mission Adaptation au changement climatique au ministère de la Transition écologique. Après avoir travaillé à Météo-France dans le domaine instrumental, il a rejoint l'ONERC en 2012. Créé par la loi du 19 février 2001, l'ONERC a pour missions de collecter et de diffuser les informations sur les risques liés au réchauffement climatique, de formuler des recommandations sur les mesures d'adaptation à envisager pour limiter les impacts du changement climatique et d'être le point focal du GIEC.



D.R

Maxime EFOUI-HESS est coordinateur de projet au sein de The Shift Project, qui œuvre en faveur d'une économie post-carbone. Ingénieur et chercheur de formation, il est en charge des travaux de ce *Think Tank* portant sur les thématiques industrielles et numériques. Les travaux portant sur le secteur de l'industrie sont copilotés par Éric Bergé, chef de projet Industrie lourde pour The Shift Project.

La mission de The Shift Project, qui est une association loi 1901 reconnue d'intérêt général et guidée par l'exigence de la rigueur scientifique, est d'éclairer et d'influencer le débat portant sur la transition énergétique en Europe. Ses membres sont de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité. Ses activités consistent à élaborer et publier des rapports et outils qui permettent aux acteurs de se saisir des sujets de transition énergie-carbone sur la base de données concrètes et transparentes, cette base de données est en accès libre. Elles sont portées par The Shift Project dans le cadre du débat public.



D.R

Hervé LE TREUT a étudié la physique à l'École normale supérieure, et s'est orienté très tôt vers l'étude du système climatique. Après une longue carrière au CNRS, il exerce aujourd'hui en qualité de professeur à Sorbonne Université et à l'École polytechnique. Ancien directeur du Laboratoire de météorologie dynamique, puis, pendant 11 ans, de l'Institut Pierre Simon Laplace, il a également été membre de l'Académie des sciences, de l'Académie d'agriculture et de l'Academia Europaea. Il a participé à l'élaboration de cinq rapports du GIEC, a été membre du comité scientifique joint du programme mondial de recherche sur le climat et a fait partie du comité de suivi de la COP21. La plus grande partie de son travail a été consacrée au développement des modèles climatiques planétaires et à leur usage pour définir les transitions environnementales. Mais ces dernières années, il s'est surtout consacré à la dimension régionale des changements climatiques au travers du projet Acclimaterra, en région Nouvelle-Aquitaine.



Ademe

Solange MARTIN est Docteure en sociologie des sciences et des techniques, économiste et diplômée de Sciences Po Paris. Elle a débuté sa carrière comme chercheur dans le cadre de plusieurs projets européens visant à élaborer une méthodologie d'évaluation et de suivi des innovations dans le domaine des transports. Elle rejoint l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) en 2006. Elle y a été en charge du pilotage de différents projets en sciences humaines et sociales : sondages d'opinion, projets et programmes de recherche, études prospectives et formation professionnelle. Elle rejoint en début d'année 2020 le Secrétariat du Haut Conseil pour le climat (HCC). Son domaine d'expertise concerne les dimensions humaines et sociales de la transition climatique et l'évaluation des politiques publiques en la matière.



D.R

François MITTEAULT a effectué une grande partie de sa carrière (de 1983 à 2010) au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), qui est devenu, en 2009, l'Agence de services et de paiement (ASP). Il a notamment en charge les questions d'installation en agriculture, les mesures agro-environnementales, le programme Leader et le développement territorial. Il y a été nommé directeur du développement rural en 2005. Après des séjours à la Réunion (agriculteurs en difficulté), puis en Nouvelle-Calédonie (réforme foncière), il est nommé conseiller technique en 2001 au cabinet du ministre de l'Agriculture, Jean Glavany. En 2010, il est chargé de préfigurer l'établissement public du Marais poitevin (EPMP), qu'il dirigera jusqu'en 2014. Il est ensuite nommé directeur général adjoint à la région Poitou-Charentes en charge de l'agriculture, de l'environnement, de l'eau, de la biodiversité et des énergies renouvelables. En 2015 (et jusqu'en 2018), il intègre le ministère de l'Environnement, en tant que directeur de l'Eau et de la biodiversité. Nommé inspecteur général de l'administration du développement durable (IGADD) en 2018, il est alors nommé membre de la mission régionale d'autorité environnementale de Normandie. Depuis la fin de sa carrière professionnelle en 2020, il préside le comité d'orientation Recherche et prospective de la fédération des parcs naturels régionaux de France. Il a été corédacteur du rapport CGEDD/CGAAER « Changement climatique, eau et agriculture » (2020).



D.R

Laurent MONTADOR justifie de plus de 25 ans d'expérience dans l'industrie de l'assurance et de la réassurance en France et à l'international. Il exerce les fonctions de directeur général adjoint de la Caisse centrale de réassurance (CCR) depuis 2014 et de directeur général délégué de CCR Re depuis 2016. Membre actif de

diverses organisations professionnelles, il est également administrateur du GAREAT (attentats, terrorisme) et du GAREX (risques exceptionnels). Diplômé de l'Institut de statistique de l'Université de Paris et de Paris Dauphine, il dispense de nombreux cours et participe à des conférences sur les thèmes liés aux risques et aux conditions d'assurabilité. Il est aussi membre du comité scientifique BRGM (recherche et innovations) et du OECD High Level Advisory Board on the financial management of catastrophic risks. Il contribue également à la rédaction d'articles dans des revues professionnelles.



D.R

Samuel MORIN est chercheur à Météo-France. Il est depuis 2021 directeur du Centre national de recherches météorologiques (Météo-France – CNRS), qui rassemble l'essentiel des activités de recherche de Météo-France dans le domaine de la météorologie et du climat. Après une thèse en sciences de l'environnement (2008), il a exercé au Centre d'études de la neige (équipe du CNRM basée à Grenoble), qu'il a dirigé de 2015 à 2020. Médaille de bronze du CNRS en 2017, il a coordonné ou participé à plusieurs projets de recherche aux niveaux national et européen dans le domaine de l'étude du manteau neigeux de montagne, s'inscrivant dans un cadre interdisciplinaire pour répondre à des problématiques multiples (risque d'avalanches, enjeux hydrologiques, tourisme de montagne), de courte échéance (prévision en temps réel), et se rattachant à la projection climatique. Il est l'auteur principal du rapport spécial « Océan et Cryosphère » du GIEC rendu public en 2019 et auteur contributeur du dernier rapport du GT2 du GIEC approuvé en février 2022.



D.R

Morgane NICOL est directrice du programme Territoires à I4CE (Institut de l'économie pour le climat). Elle assure le développement, le suivi et la diffusion des activités de cet Institut à destination des acteurs territoriaux, en particulier des collectivités locales. Morgane Nicol était jusqu'en juin 2018, cheffe de projet Finance Climat au sein du *Think Tank* qu'est l'I4CE. Avant de rejoindre I4CE, elle a travaillé comme cheffe de projet Énergie-Climat à l'agence AFD (Agence française du développement) d'Istanbul, puis comme chargée d'affaires Fonds propres et participations chez Proparco. Elle a ensuite travaillé pour Carbone 4, un cabinet de conseil spécialisé dans la stratégie Carbone, tout d'abord comme consultante senior, puis comme manager. Elle est diplômée d'un master en management et d'un MSc en finance de l'EDHEC.

Sylvie PAREY est ingénieur-chercheur-sénior à EDF/R&D et est titulaire d'une habilitation à diriger des recherches. Elle a débuté sa carrière à EDF/R&D en 1989, pour contribuer dès 1990 au premier projet de recherche EDF sur le changement climatique, en collaboration avec l'équipe d'Hervé Le Treut au Laboratoire de météorologie dynamique. Elle a contribué à plusieurs projets européens sur le changement climatique, avec des résultats cités dans le



D.R

deuxième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). À la suite des tempêtes de 1999, elle pilote un projet EDF/R&D sur les aléas climatiques et météorologiques, puis, à la suite de la canicule de 2003, elle initie et pilote le premier projet d'analyse des impacts du changement climatique sur les activités d'EDF. Depuis 2006, elle s'est orientée vers l'expertise et est ingénieur-chercheur-sénior depuis 2009. Elle est l'auteur de plusieurs publications parues dans des journaux à comité de lecture et intervient régulièrement dans des conférences scientifiques. Elle fait partie des relecteurs au niveau français des résumés pour décideurs du 6^e rapport du GIEC en cours de finalisation.



D.R

Mathilde PASCAL est épidémiologiste à la direction Santé environnement – Travail de Santé publique France. Elle s'intéresse depuis 2004 aux impacts sur la santé de la pollution de l'air, de la météorologie et du changement climatique, en développant des outils pour mieux connaître les risques et leurs déterminants et pour promouvoir des politiques favorables à la santé.



D.R

Michel PASCAL est ingénieur général des Mines, diplômé de l'École polytechnique, de l'École supérieure de métrologie et de l'École nationale des télécommunications.

Il est membre permanent du Conseil général de l'économie (ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance) et du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de l'Autorité environnementale (ministère de la Transition écologique).

Il a dirigé pendant six ans l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs, laquelle est chargée de verser aux anciens mineurs des prestations sociales en compensation de la fermeture des mines en France. Il a coordonné la rédaction du premier livre sur l'histoire de la mine en France, du début de l'ère industrielle jusqu'aux opérations de conversion et de fermeture. Il a beaucoup œuvré pour montrer combien l'exemple de la transition énergétique (abandon de la production de charbon) et son accompagnement social pourraient servir de repères pour les transitions que nous vivons actuellement.

Il a créé la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-de-Calais, qu'il a dirigée pendant cinq ans. Il s'est beaucoup impliqué dans la déclinaison locale du Grenelle de l'environnement et a créé l'Observatoire du changement climatique dans le Nord-Pas-de-Calais.

Il a auparavant occupé des fonctions de directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, ainsi que de directeur régional de l'Environnement, dans plu-

sieurs régions. Il est le coauteur en 2003 d'un rapport sur « les DRIRE et l'effet de serre ».

Il est officier dans l'Ordre national du mérite.



D.R

Dominique ROLLIN justifie de 40 années d'expérience dans les systèmes de culture et de production. Il s'est intéressé à la gestion intégrée des ressources en eau dans les pays tropicaux (et en Europe), en particulier dans les pays en voie de développement (Afrique du Sud, Madagascar, Rwanda...), au travers de projets de Recherche & Développement interdisciplinaires. Une grande

partie de cette expérience a été acquise au ministère de la Coopération, puis au CIRAD et à l'IWMI (International Water Management Institute). Il a participé à plusieurs projets interdisciplinaires de Recherche & Développement relatifs à la diffusion des innovations, aux systèmes de gestion et aux instruments économiques, institutionnels et politiques. À l'IWMI (2004-2006), il a contribué à plusieurs projets de recherche s'inscrivant dans le cadre du challenge Programme « Eau et alimentation ». Il a été directeur adjoint chargé de la coordination de projets de recherche de l'UMR G-EAU à Montpellier. De 2009 à 2013, à IRSTEA, il a animé un thème de recherche sur la gestion de l'eau, des usages, des services et de leurs impacts. Il a assuré de 2012 à 2019, le Secrétariat général de l'AFEID (Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage). Il a été membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) de 2018 à 2020. Il a été corédacteur du rapport CGEDD/CGAAER « Changement climatique, eau et agriculture » (2020).



D.R

David SALAS Y MÉLIA est chercheur climatologue. Il est le responsable du Groupe de météorologie de grande échelle et climat du CNRM (Météo-France – CNRS). Cette structure a pour principales missions de mieux comprendre les mécanismes et les impacts du changement climatique, d'étudier la qualité de l'air, d'élaborer un système de prévision saisonnière du climat et de produire régulièrement des simulations du climat

en soutien des rapports du GIEC. Codirecteur de l'Infrastructure nationale de recherche de modélisation CLIMERI-France et correspondant actuel des groupes de modélisation climatique français au sein du programme mondial de recherche sur le climat, il est également co-animateur du RECO, l'organisme à la frontière science-décision sur les changements climatiques en Occitanie. En tant que chercheur, il s'emploie principalement à mieux comprendre et à estimer les évolutions passées et futures du climat à travers l'utilisation de modèles. Il s'intéresse plus particulièrement au rôle et à l'évolution des glaces marines au sein du système climatique. À ce titre, il a notamment créé et développé un modèle représentant l'évolution de la banquise antarctique et arctique.



D.R

Michel SALLENAVE a débuté sa carrière en tant que volontaire à l'aide technique (VAT) en Nouvelle-Calédonie, exerçant dans le service du Génie rural à Nouméa, de 1982 à 1984. Revenu en métropole, il a pris la responsabilité du service Hydraulique, forêt, chasse et pêche à la direction départementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Marne jusqu'en 1987, puis il a

été l'adjoint du chef du SRAE (Service régional d'aménagement des eaux) à la DRAF Languedoc-Roussillon, de 1987 à 1990. Il est ensuite nommé adjoint du directeur régional de l'environnement – chef du service de l'Eau et des milieux aquatiques à la DIREN Languedoc-Roussillon (1991-1996), puis directeur régional à la DIREN de Guyane (1996-1999). Au ministère de l'Agriculture et de la Pêche – DGA, de 1999 à 2002, il est sous-directeur de la modernisation et des services. Il devient directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à la DDAF de l'Hérault (34) de 2002 à 2006, puis Secrétaire général adjoint et chef de la subdivision administrative des îles Australes – Haut-commissariat de la République en Polynésie française (2006-2009). Il occupe ensuite le poste de directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Midi-Pyrénées de 2009 à 2013. En 2013, il est nommé commissaire délégué de la République pour la province nord en Nouvelle-Calédonie, poste qu'il occupe jusqu'en 2018. En mai 2018, il intègre le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) en tant que membre, assurant la présidence du groupe Eau. Il a codirigé la mission CGEDD-CGAAER sur le changement climatique, l'eau et l'agriculture, dont le rapport a été publié en 2020. Michel Sallenave a pris sa retraite en décembre 2020.



D.R

Denis SALLES est directeur de recherche en sociologie à l'INRAE, au sein de l'unité ETTIS du centre de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux. Il dirige des recherches en sociologie de l'environnement et de l'action publique portant sur l'adaptation et l'anticipation des sociétés face au changement climatique, sur les modes de gouvernance de l'eau, sur la concertation et sur les dispositifs de sciences participatives.



D.R

Virginie SCHWARZ est la présidente-directrice générale de Météo-France depuis septembre 2019.

Ingénieure générale des Mines, spécialiste des politiques publiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, en particulier du changement climatique, elle était précédemment directrice de l'Énergie au ministère de la Transition écologique et solidaire, en charge des politiques publiques dans le domaine de l'énergie (sécurité d'approvisionnement, développement de la transition énergétique et des éner-

gies renouvelables, tutelle des entreprises publiques du secteur, questions tarifaires, lutte contre la précarité énergétique, coopérations internationales et questions européennes). À ce titre, elle a été particulièrement engagée dans l'élaboration de la nouvelle stratégie française pour l'énergie et le climat au travers de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Elle avait auparavant occupé différentes fonctions, dont celle de directrice générale déléguée, à l'Ademe, l'opérateur de l'État œuvrant en faveur de la transition énergétique et écologique, et a travaillé à New York dans le cadre du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), comme conseiller sur l'atténuation du changement climatique auprès du directeur chargé du Fonds mondial pour l'environnement.

Avant de rejoindre l'Ademe, elle avait notamment piloté la sous-direction de l'Électricité à la DGEMP (ministère de l'Industrie), où elle était chargée en particulier des tarifs de l'électricité, de la mise en place de l'ouverture à la concurrence du secteur électrique et du soutien aux énergies renouvelables électriques.



D.R

Hélène SOUBELET est docteur vétérinaire, titulaire d'un DEA en pathologie végétale et directrice générale de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité depuis 2017. S'appuyant sur ses précédentes fonctions, d'abord au ministère chargé de l'Agriculture, puis au ministère chargé de l'Écologie, son expertise porte sur la santé publique vétérinaire, la gestion des crises sanitaires et l'évaluation des politiques publiques en la matière. À la FRB, elle a développé une approche systémique des impacts des activités humaines sur la biodiversité et des solutions permettant de les éviter ou de les réduire, intervenant tant dans le cadre des grands processus internationaux, qu'au niveau des États, des entreprises ou des citoyens.



D.R

Jean-Michel SOUBEYROUX est directeur adjoint scientifique de la direction de la Climatologie et des services climatiques de Météo-France depuis 2015.

Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, il est en charge du transfert vers les opérationnels des résultats de la recherche sur le climat et a participé à de nombreux projets sur les événements extrêmes et le changement climatique en France (pluies extrêmes, sécheresse et ressource en eau, vagues de chaleur, tempêtes, neige en montagne). Il contribue au développement des services climatiques aux niveaux national (DRIAS, Climat HD) et européen (Copernicus C3S).

Il a récemment coordonné la production du rapport DRIAS-2020 qui documente le nouveau jeu de projections climatiques de référence produit par Météo-France et contribue à porter la parole de cet établissement sur le climat auprès des médias et à le représenter auprès des organismes scientifiques et institutionnels.

Spécialiste des questions d'adaptation au changement climatique, il est notamment membre associé de la mission régionale de l'autorité environnementale Occitanie depuis 2016 et participe aux travaux des réseaux régionaux d'expertise sur le changement climatique de plusieurs régions.



D.R

Jean-Michel VALANTIN est Docteur en études stratégiques. Il est spécialiste des effets géopolitiques et stratégiques du changement climatique et de la compétition internationale pour les ressources. Il a écrit près d'une centaine d'articles sur le sujet et est responsable de la section Environment and security du *Think Tank The Red (Team) Analysis Society*.

Passé par plusieurs cabinets ministériels, il a acquis une longue expérience professionnelle nationale et internationale dans le champ du développement durable. Il se spécialise actuellement dans le domaine de la mobilisation de l'intelligence artificielle pour faire face aux défis de l'urbanisation, de la gestion des ressources et de l'adaptation au changement climatique.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Hollywood, Washington et le Pentagone » (Autrement, 2003), « Écologie et gouvernance mondiale » (Autrement, 2007), « Guerre et nature. L'Amérique se prépare à la guerre du climat » (Prisma Media, 2013), « Géopolitique d'une planète dérégulée » (Seuil, 2017) et « L'aigle, le dragon et la crise planétaire » (Seuil, 2020).



© J.F. DARS

Vincent VIGUÏÉ est chercheur au CIRED (École des Ponts Paris-Tech), qu'il a rejoint en 2008 après avoir travaillé à la Banque mondiale. Il est Docteur en économie et est agrégé de physique. Il travaille sur les politiques de développement urbain durable, notamment sur le lien entre aménagement et politiques d'adaptation au changement climatique, ainsi que sur les politiques de limitation de l'étalement urbain et leurs conséquences. Il est l'auteur d'une trentaine de publications sur ces sujets parues dans des revues internationales et a participé à de nombreux travaux d'expertise, aussi bien auprès d'institutions publiques que privées. Il enseigne régulièrement dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur et est notamment chargé de cours à l'École des Ponts ParisTech et à Sciences Po Paris.



D.R

Sarah VOIRIN est chargée de mission à l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC). Au sein de cet observatoire, Sarah Voirin est en charge de la coordination interministérielle sur l'adaptation et des politiques publiques en lien avec la biodiversité.

Depuis cinq ans, elle participe à la coordination de la politique

nationale d'adaptation au changement climatique. Elle a également contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre du deuxième plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-2) et participe aujourd'hui à son évaluation et à la préparation du troisième plan, dans le cadre de la stratégie française Énergie Climat.

Depuis 2020, elle est impliquée dans le projet LIFE Intégrée ARTISAN, qui vise à déployer à toutes les échelles des solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature.

Sarah Voirin est diplômée de Sciences Po Grenoble, d'AgroParistech et de l'Université Paris-Saclay et justifie d'une formation en sciences politiques, relations internationales, politiques environnementales et communication sur le changement climatique.